

## Les révélations chocs de Pfizer au parlement européen rendent le passe sanitaire une vraie supercherie



[Source : medias-presse.info]

Par Francesca de Villasmundo

Albert Bourla va peut-être bien regretter de ne pas être venu en personne témoigner devant la Commission Covid-19 du Parlement Européen au vu de ce qui pourrait être, pour Pfizer, une véritable bourde de Janine Small, présidente des marchés de développement international de Pfizer.

Janine Small, au nom du directeur général de Pfizer, le Dr Albert Bourla, a témoigné lundi devant cette commission qui avait convoqué en premier son patron qui a préféré ne pas se présenter.

Au cours du débat avec les députés, le Néerlandais Rob Roos, conservateur et farouche opposant aux passeports européens Covid-19, a demandé à madame Small si Pfizer était en mesure de fournir aux législateurs les preuves réunies (avant de le mettre sur le marché) que le vaccin aurait empêché la transmission du coronavirus.

« Le vaccin Pfizer Covid a-t-il été testé pour arrêter la transmission du virus avant son entrée sur le marché ? Si ce n'est pas le cas, dites-le clairement. Si oui, êtes-vous prêt à partager les données avec ce comité ? Et je veux une réponse franche, oui ou non, et j'ai hâte d'y être. »

[Voir aussi :  
Effets de l'audition Covid au parlement européen]

□ Lors de l'audience COVID au Parlement européen □□, le directeur de #Pfizer admet qu'aucun test sur l'arrêt de la transmission du #Covid n'a été réalisé sur les vaccins avant la mise sur le marché!  
Le pass sanitaire a donc été imposé sans aucun fondement scientifique.  
[pic.twitter.com/XyJsji0SwS](https://pic.twitter.com/XyJsji0SwS)

– Tamila Tapayeva (@tamilatapayeva) October 11, 2022

À 08h50, LaPresse Mendiante n'a pas encore fait état du scandale de Pfizer au parlement européen.

Plus de 24 heures après que l'affaire ait fait la manchette au Canada anglais.

Pourtant... Follow the money!

Indécrottable Québec.

\*

[pic.twitter.com/cVZqsbRiBB](https://pic.twitter.com/cVZqsbRiBB)

– André Arthur Live du Paradis (@andrearthurciel) October 12, 2022

Désarçonnée par cette question précise et claire, la présidente des marchés de développement international de Pfizer a déclaré que Pfizer ne savait pas si le vaccin empêcherait la transmission du virus avant de le mettre sur le marché : « En ce qui concerne la question autour de, euh, savions-nous qu'il fallait arrêter la vaccination avant qu'elle n'entre sur le marché ? Non », a-t-elle admis.

Elle a en outre révélé que ce choix de mettre le vaccin sur le marché avant la fin de ces tests au sujet de la transmission a été dicté par... la loi du marché : « Ces, hum, vous savez, nous devons vraiment avancer à la vitesse de la science pour vraiment comprendre ce qui se passe sur le marché. Et de ce point de vue, nous avons dû prendre beaucoup de risque », a déclaré Mme Small, mais les risques ce sont les vaccinés qui les ont subis puisqu'ils ont été traités comme des cobayes.

Cette révélation, que l'on peut qualifier d'extraordinaire, élimine toute la base juridique du passeport sanitaire imposé dans de nombreux pays. En effet, avant que le vaccin ne soit approuvé aux États-Unis et en Europe, Pfizer déclarait – mais en réalité mentait – que des études montraient que son vaccin était efficace jusqu'à 91,3 % contre le Covid-19 et à 100 % pour prévenir les infections dans au moins une étude (avril 2021).

Les « passeports Covid » ont été délivrés sur la base de ce mensonge, diffusé par la bouche des fabricants de vaccins et de leur relais médiatiques et médecins complaisants de plateaux télé, qui affirmait que les vaccinés étaient protégés de la maladie et pouvaient être en contact avec d'autres personnes sans risquer de propager la maladie.

Ce mensonge, fondé sur les intérêts injustes du profit, a discriminé des millions de personnes, trompé des centaines de millions d'autres, et est à la base de la suspension sans salaire, ni aides, ni possibilité de démissionner d'un grand nombre de personnel soignant non-vacciné.

Au cours de ces auditions devant la commission covid, Pfizer a également été mis sous pression pour le scandale, toujours obscurci par la Commission européenne, des échanges de communications et d'accords contractuels, par le biais de messages, entre la présidente von der Leyen et le PDG du géant pharmaceutique mondial, durement critiqué par la médiatrice européenne Emily O'Reilly en juillet dernier.

Les eurodéputés de tous les groupes politiques se sont plaints du choix coupable d'Albert Bourla de ne pas être présent, chacun s'est indigné de l'absence de réponses de Janine Small aussi sur l'opacité des contrats d'achat de vaccins COVID-19 : pas de réponse sur les prix convenus, les contrats restent secrets pour des parties importantes des textes, rien sur les éventuels effets indésirables du vaccin ARNm de Pfizer. Tous les parlementaires, à commencer par Virginie Joron qui se bat courageusement pour obtenir des réponses claires à toutes les questions de la Commission et pour la réintégration des soignants, ont demandé une nouvelle audition à Bourla, alors que la colère contre les abus de pouvoir injustifiés commis par l'UE et de nombreux États-nations grandit.

Entre-temps, la théorie « je me vaccine pour protéger les autres » vient de s'effondrer au parlement européen.